



Déclaration liminaire – CSASD du lundi 2 février 2026

Dans le département du Territoire de Belfort, la coupe est brutale.

Une nouvelle fois, notre académie et notre département subissent une cure d'austérité.

À la rentrée 2026, ce sont -15,12 ETP dans les collèges du Territoire de Belfort qui sont annoncés.

Ces chiffres ont des effets concrets importants. Ils traduisent un choix politique clair : faire primer la logique comptable sur les besoins éducatifs réels. Pour l'UNSA-Éducation, cette politique fragilise directement la qualité de l'enseignement, dégrade les conditions de travail des personnels, accroît les risques professionnels et compromet la réussite des élèves, en particulier les plus vulnérables.

Concrètement, ces suppressions se traduiront par :

- des mesures de carte scolaire supplémentaires,
- des compléments de service imposés et des personnels contraints d'intervenir sur plusieurs établissements, alors que les eple reçoivent des consignes invitant à prêter attention aux demandes de temps partiel des enseignants pour éviter l'émiettement des postes.
- des suppressions de divisions,
- une hausse mécanique du E/D, donc des classes plus chargées,
- moins de temps pour le suivi individualisé, la prévention du décrochage, l'accompagnement des élèves à besoins particuliers et le travail en équipe.

Dans nos collèges, cela signifie davantage de fatigue professionnelle, moins de stabilité pédagogique, une continuité éducative fragilisée et un climat scolaire plus difficile à maintenir.

La baisse démographique ne peut servir de prétexte. Les besoins éducatifs ne se résument pas à une simple règle arithmétique. Notre département cumule des réalités sociales, territoriales et scolaires spécifiques : ruralité, zones isolées, fragilités économiques, hétérogénéité des publics, besoins accrus d'inclusion et d'accompagnement. Moins d'élèves ne signifie pas moins de besoins, bien au contraire.

Supprimer des postes aujourd'hui, c'est renoncer à améliorer les conditions d'apprentissage demain. C'est passer à côté d'une opportunité historique : celle de réduire les effectifs par classe, de renforcer le suivi, de consolider les équipes et de restaurer l'attractivité du métier.

Affaiblir l'École, c'est affaiblir le service public. Et affaiblir le service public, c'est fragiliser la cohésion sociale et notre démocratie. L'Éducation nationale ne peut pas être la variable d'ajustement budgétaire permanente.

Le budget de l'Éducation n'est pas une dépense à perte : c'est un investissement. Comme l'a montré l'Institut des Politiques Publiques, chaque euro économisé sur la réduction du nombre d'enseignants entraîne des pertes bien plus importantes pour la société à long terme. D'autres pays européens ont fait le choix inverse : profiter de la démographie pour améliorer l'encadrement. Cette trajectoire est possible. Elle est souhaitable. Elle est responsable.

Par ailleurs, les conditions de travail continuent de se dégrader : multiplication des missions, injonctions contradictoires, manque de remplaçants, perte de sens, reconnaissance insuffisante. Les collectifs sont fragilisés alors même que l'École a besoin de stabilité et de coopération.

Malgré tout, les personnels restent engagés. Mais cet engagement ne peut pas compenser indéfiniment le manque de moyens.

Au-delà du volume global de la dotation, l'UNSA-Éducation souhaite rappeler des principes de répartition essentiels.

Nous sommes lucides sur le contexte budgétaire contraint et sur les arbitrages locaux nécessaires. Pour autant, cela ne peut conduire à une répartition purement mécanique. Nous défendons une allocation équitable, fine et adaptée aux réalités de terrain, établissement par établissement.

Cela suppose de dépasser les effets de plafond et de seuil, trop souvent liés aux blocs horaires standardisés de 28 ou 29 heures, qui produisent des décisions artificielles : divisions supprimées pour quelques élèves, groupes surchargés, ou au contraire saupoudrage inefficace.

La dotation doit être corrélée à des indicateurs objectifs et pertinents :

- l'IPS et la réalité sociale des publics accueillis,
- le H/E et le E/D,
- le nombre total d'élèves par niveau,
- mais aussi les effets concrets sur les postes, afin d'éviter l'émiettement des services et la multiplication des temps partiels contraints ou des compléments de service.

Maintenir des postes complets et stables, c'est garantir la continuité pédagogique et la qualité du travail en équipe.

Des leviers existent pour ajuster finement : utilisation raisonnée de l'accompagnement, mobilisation des heures de marge, heures d'accompagnement, dispositifs ou options. Ces outils doivent permettre d'adapter les dotations aux besoins réels plutôt que de subir des logiques purement comptables.

La gestion des moyens ne doit pas être une addition de seuils, mais une véritable politique éducative territoriale.

C'est pourquoi l'UNSA-Éducation demande :

- l'arrêt des suppressions de postes,
- une amélioration des conditions d'encadrement dans les collèges,
- et une véritable politique éducative tournée vers la réussite de tous les élèves, et non vers la seule réduction des coûts.

Parce que l'École n'est pas une charge, mais un choix de société.

Parce que nos élèves méritent mieux que des calculs comptables.

Parce que nos personnels méritent respect et moyens.

Nous ne pouvons accepter que le Territoire de Belfort continue de payer le prix fort.